



CÔTE D'IVOIRE

Présidentielle 2025, le PPA-CI, le PDCI-RDA et le FPI en démonstration de force à Yopougon contre un « 4e mandat » de Ouattara

TCHAD

Succès Masra, ex-Premier ministre, condamné à 20 ans de prison ferme et à un milliard de FCFA d'amende

RDC

Félix Tshisekedi dévoile un nouveau gouvernement, intégrant deux opposants qualifiés de "modérés"

TCHAD-NIGER

Mahamat Idriss Déby et Abdourahamane Tiani unissent leurs forces à Niamey pour lutter contre le terrorisme et renforcer leur coopération

GRAND FORMAT *Cameroun*

KAMTO : WHAT'S NEXT ?



SOMMAIRE

POLITIQUE

CÔTE D'IVOIRE : PRÉSIDENTIELLE 2025, LE PPA-CI, LE PDCI-RDA ET LE FPI EN DÉMONSTRATION DE FORCE À YOPOUGON CONTRE UN « 4E MANDAT » DE OUATTARA	6
TCHAD : SUCCÈS MASRA, EX-PREMIER MINISTRE, CONDAMNÉ À 20 ANS DE PRISON FERME ET À UN MILLIARD DE FCFA D'AMENDE	7
RDC : FÉLIX TSHISEKEDI DÉVOILE UN NOUVEAU GOUVERNEMENT, INTÉGRANT DEUX OPPOSANTS QUALIFIÉS DE “MODÉRÉS”	8
ALGÉRIE-FRANCE : ESCALADE DE LA CRISE DIPLOMATIQUE, ALGER ET PARIS METTENT FIN À L'ACCORD DE 2013 SUR L'EXEMPTION DE VISAS POUR LES PASSEPORTS OFFICIELS	9
BURKINA FASO : LUTTE CONTRE LE TERRORISME, 72,70 % DU TERRITOIRE RECONQUIS DES MAINS DES DJIHADISTES, SELON LE MINISTRE DE LA DÉFENSE	10
GUINÉE-BISSAU : UMARO SISSOCO EMBALÓ DISSOUT SON GOUVERNEMENT À QUATRE MOIS DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES	11
TCHAD-NIGER : MAHAMAT IDRIS DÉBY ET ABDOURAHAMANE TIANI UNISSENT LEURS FORCES À NIAMEY POUR LUTTER CONTRE LE TERRORISME ET RENFORCER LEUR COOPÉRATION	12
CÔTE D'IVOIRE : CÉLÉBRATION DES 65 ANS D'INDÉPENDANCE, UN DÉFILÉ MILITAIRE ET CIVIL SPECTACULAIRE MET EN AVANT LA FRATERNITÉ ET LA DÉFENSE NATIONALE	13
GHANA : TROIS JOURS DE DEUIL NATIONAL SUITE AU CRASH D'HÉLICOPTÈRE AYANT COÛTÉ LA VIE À HUIT PERSONNALITÉS	14

ÉCONOMIE

RDC : VASTE OPÉRATION D'ASSAINISSEMENT, L'ÉTAT RÉCUPÈRE PRÈS DE 600 TITRES MINIERS	17
CÔTE D'IVOIRE : TRANSFORMATION DU CACAO, UNE USINE D'UNE CAPACITÉ ANNUELLE DE 36 000 TONNES INAUGURÉE À DIVO	18
ALGÉRIE : RENFORCEMENT DU TRANSPORT AÉRIEN INTÉRIEUR, UNE COMPAGNIE EXCLUSIVEMENT DÉDIÉE AUX VOLS DOMESTIQUES BIENTÔT LANCÉE	19
GHANA : LE PRIX DU CACAO PASSE DE 3 100 À 5 040 DOLLARS, UNE HAUSSE DE 62,58 %	20

GRAND FORMAT

CAMEROUN

KAMTO : WHAT'S NEXT ?



21 - 30

SOCIÉTÉ

AFRIQUE-USA : BIENTÔT, DES RESSORTISSANTS AFRICAINS DEVRONT PAYER JUSQU'À 15 000 DOLLARS DE CAUTION POUR OBTENIR UN VISA AMÉRICAIN

33

RWANDA : ACCUEIL IMMINENT DE 250 IMMIGRÉS EXPULSÉS DES ÉTATS-UNIS

34

GABON-LIBAN : ARRESTATION DE L'INFLUENCEUR NAZIH POUR CHANTAGE PRÉSUMÉ SUR LE PRÉSIDENT BRICE OLIGUI NGUEMA

25

A person wearing a blue suit, white shirt, and dark tie is holding a white folder. The word "POLITIQUE" is overlaid in large, bold, white capital letters across the center of the image.

POLITIQUE



En savoir plus : infos@athari-as.com
+2250759956898 / infos@athari-as.com
Cote d'Ivoire, Abidjan, Cocody, Angré Nouveau CHU

Politique



CÔTE D'IVOIRE : PRÉSIDENTIELLE 2025, LE PPA-CI, LE PDCI-RDA ET LE FPI EN DÉMONSTRATION DE FORCE À YOPOUGON CONTRE UN « 4E MANDAT » DE OUATTARA

Ce samedi 9 août 2025, Yopougon, la plus grande commune d'Abidjan, a vibré au rythme d'une impressionnante marche organisée par le Front commun de l'opposition. Plusieurs milliers de militants issus du PPA-CI, du PDCI-RDA et du FPI ont répondu massivement à l'appel de leurs différents leaders pour réclamer des élections présidentielles « transparentes et inclusives » et dire non à un quatrième mandat du président Alassane Ouattara.

Dès 8 heures, les manifestants ont investi les rues de Yopougon, précisément depuis le quartier Saguidiba, jusqu'à la place Ficgayo, point d'arrivée du cortège. Arborant pancartes et banderoles, ils ont exprimé pacifiquement leur rejet

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)



CENTRE MÉDICAL
PAUL LANGERHANS

SPÉCIALITÉS

DIABÈTE, - TROUBLES MÉTABOLIQUES - NUTRITION CLINIQUE-
MEDECINE GÉNÉRALE - GYNÉCOLOGIE - PÉDIATRIE-LABORATOIRE

CONTACTS

07 10 78 14 06/27 22 34 55 60 / CDNA.MEDICAL@GMAIL.COM

LOCALISATION

RIVIERA PALMERAIE, ROSIERS PROGRAMME 2, BARRIÈRE 2

Politique



TCHAD : SUCCÈS MASRA, EX-PREMIER MINISTRE, CONDAMNÉ À 20 ANS DE PRISON FERME ET À UN MILLIARD DE FCFA D'AMENDE

Le 9 août, Succès Masra, ancien Premier ministre et président du parti d'opposition Les Transformateurs, a été condamné à 20 ans de prison ferme par la cour criminelle du Tchad. En plus de la peine d'emprisonnement, il a également été condamné à verser un milliard de francs CFA à l'État tchadien au titre de dommages et intérêts. Masra a été reconnu coupable de plusieurs chefs d'accusation, notamment la diffusion de messages racistes et xénophobes, l'association de malfaiteurs liée au conflit intercommunautaire de Mandakao, ainsi que la complicité de meurtre.

Malgré le verdict, Succès Masra est resté calme et serein, adressant à ses partisans un message d'espoir : « Ne vous inquiétez pas. On se retrouve bientôt. »

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)



*la langue au service de
l'influence africaine*

En savoir plus :
<https://eclairconsulting.net/>

(+225) 27 22 20 41 68 | (+225) 07 87 59 89 97
info@eclairconsulting.net

Immeuble Juridis / Riviera
Palmeraie route Y4 Abidjan,
Abidjan, Côte d'Ivoire



Politique

RDC : FÉLIX TSHISEKEDI DÉVOILE UN NOUVEAU GOUVERNEMENT, INTÉGRANT DEUX OPPOSANTS QUALIFIÉS DE “MODÉRÉS”



Dans la nuit du 7 au 8 août, le président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, a annoncé la composition d'un nouveau gouvernement dirigé par la Première ministre Judith Suminwa. Ce remaniement, qui visait à créer une équipe plus resserrée et ouverte à d'autres tendances, maintient le nombre de membres à 53, identique à celui de l'exécutif précédent.

Parmi les surprises notables de cette annonce figure le retour d'Adolphe Muzito, ancien Premier ministre sous Joseph Kabila, désormais vice-Premier ministre en charge du Budget. Muzito, qui revient aux affaires après 13 ans d'absence, se positionne toujours dans l'opposition, bien que ses récentes prises de position laissent entrevoir un rapprochement avec le pouvoir.

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

Politique

ALGÉRIE–FRANCE : ESCALADE DE LA CRISE DIPLOMATIQUE, ALGER ET PARIS METTENT FIN À L'ACCORD DE 2013 SUR L'EXEMPTION DE VISAS POUR LES PASSEPORTS OFFICIELS



Les tensions entre l'Algérie et la France ont franchi un nouveau seuil ce jeudi 7 août, Alger ayant décidé de mettre fin à l'accord de 2013 sur l'exemption de visa pour les passeports officiels et diplomatiques. Cette décision fait suite à l'annonce de Paris, la veille, de suspendre cet accord, notamment pour les fonctionnaires et les officiels algériens.

Le 6 août, le président français Emmanuel Macron a demandé la suspension de l'exemption de visa pour les passeports diplomatiques algériens, provoquant une réaction immédiate d'Alger. En réponse, le ministère algérien des Affaires étrangères a convoqué le chargé d'affaires français pour lui signifier

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

Politique



BURKINA FASO : LUTTE CONTRE LE TERRORISME, 72,70 % DU TERRITOIRE RECONQUIS DES MAINS DES DJIHADISTES, SELON LE MINISTRE DE LA DÉFENSE

Le Burkina Faso fait état d'une avancée significative dans la lutte contre le terrorisme, avec 72,70 % de son territoire reconquis des mains des djihadistes, selon le ministre d'État, ministre de la Défense nationale et des Anciens combattants, le général Célestin Simporé. Cette déclaration a été faite lors d'un bilan présenté, ce lundi 4 août, au Premier ministre et chef du gouvernement, Rimalba Jean-Emmanuel Ouédraogo, marquant une progression par rapport aux 70,89 % enregistrés en décembre 2024.

Le général Simporé a souligné que cette reconquête est le fruit d'efforts soutenus pour restaurer l'autorité de l'État dans des zones longtemps restées sous contrôle djihadiste.

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

Politique

GUINÉE-BISSAU : UMARO SISSOCO EMBALÓ DISSOUT SON GOUVERNEMENT À QUATRE MOIS DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES



Le président de la Guinée-Bissau, Umaro Sissoco Embaló, a pris la décision inattendue de limoger le gouvernement dirigé par Rui Duarte Barros, ce jeudi 7 août. Ce changement intervient à moins de quatre mois des élections générales, prévues pour le 23 novembre et qui incluront à la fois le scrutin présidentiel et les législatives.

Sans fournir de raisons officielles à cette décision, le chef de l'État a rapidement nommé Braima Camara, son ancien rival au sein du Mouvement pour l'Alternance Démocratique (MADEM-G15), comme nouveau Premier ministre. Les relations entre Camara et Embaló ont été marquées par des tensions internes,

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

Politique

TCHAD–NIGER : MAHAMAT IDRIS DÉBY ET ABDOURAHAMANE TIANI UNISSENT LEURS FORCES À NIAMEY POUR LUTTER CONTRE LE TERRORISME ET RENFORCER LEUR COOPÉRATION



Le maréchal Mahamat Idriss Déby, président du Tchad, a effectué une visite officielle à Niamey, la capitale nigérienne, le mercredi 6 août. Accueilli par le général d'armée Abdourahamane Tiani, chef de l'État nigérien, ainsi que par des membres du gouvernement, des diplomates et des chefs traditionnels, cette visite a été qualifiée de « travail et d'amitié », soulignant l'importance des relations entre les deux pays.

Dès le premier soir de son arrivée, les moments forts de cette visite ont été relayés par Télé Sahel, la télévision nationale du Niger, incluant les discours des deux dirigeants.

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

Politique



CÔTE D'IVOIRE : CÉLÉBRATION DES 65 ANS D'INDÉPENDANCE, UN DÉFILÉ MILITAIRE ET CIVIL SPECTACULAIRE MET EN AVANT LA FRATERNITÉ ET LA DÉFENSE NATIONALE

Ce jeudi 7 août 2025, Bouaké, capitale de la région du Gbêkê, s'est parée de ses plus beaux atours pour célébrer le 65^e anniversaire de l'indépendance de la Côte d'Ivoire. Sous la présidence de Son Excellence Alassane Ouattara, Président de la République, et en présence de la Première Dame Dominique Ouattara, du chef d'État gabonais Brice Clotaire Oligui Nguema, ainsi que de nombreuses personnalités nationales et internationales, cette célébration a été marquée par une solennité et une fierté palpables.

Les festivités se sont déroulées sur le boulevard de la Reine Pokou, face au stade de la Paix, et ont été ponctuées par un impressionnant défilé militaire et civil.

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

Politique

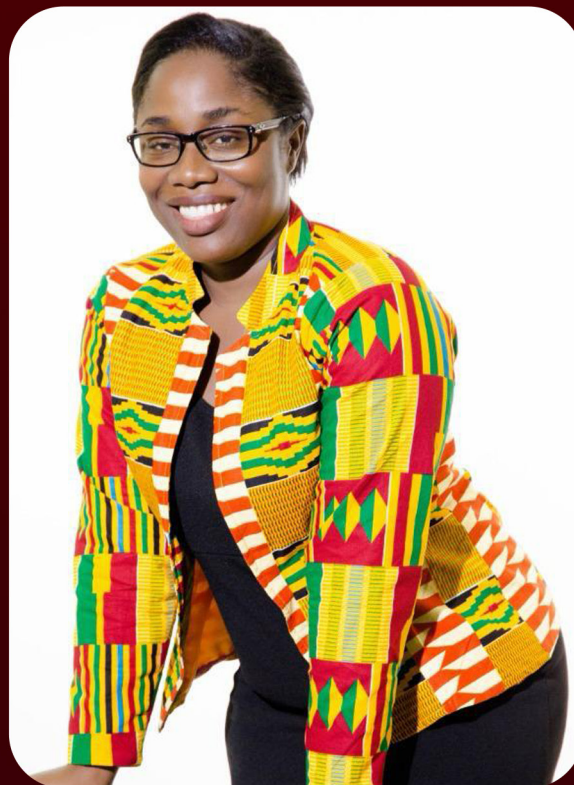
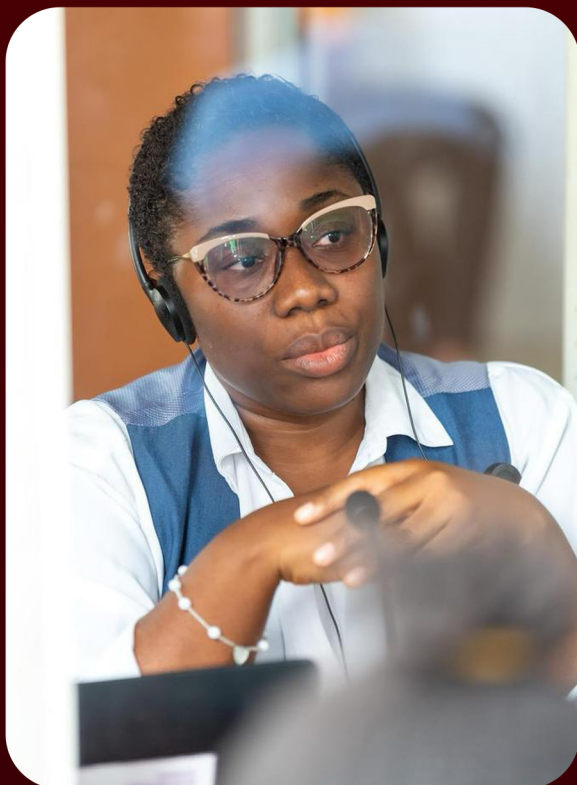


GHANA : TROIS JOURS DE DEUIL NATIONAL SUITE AU CRASH D'HÉLICOPTÈRE AYANT COÛTÉ LA VIE À HUIT PERSONNALITÉS

Le Ghana est en émoi après le tragique accident d'hélicoptère survenu le 6 août 2025, qui a entraîné la mort de huit personnes, dont deux ministres en fonction. En réponse à cette tragédie, le gouvernement ghanéen a décrété trois jours de deuil national et ordonné que tous les drapeaux soient mis en berne jusqu'à nouvel ordre.

L'accident s'est produit dans la région d'Ashanti, plus précisément dans la zone d'Adansi. Lors d'une conférence de presse, la vice-présidente Naana Jane Opoku-Agyemang a révélé l'identité des victimes, qualifiant l'événement de « tragédie nationale ». Parmi elles figurent le ministre de la Défense, Dr Edward Kofi Omane Boamah, et le ministre de l'Environnement, de la Science et de la Technologie, Alhaji Dr Ibrahim Murtala Muhammed.

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)



En savoir plus : <https://eclairconsulting.net/>

(+225) 27 22 20 41 68 | (+225) 07 87 59 89 97 / info@eclairconsulting.net

Immeuble Juridis / Riviera Palmeraie route Y4 Abidjan , Abidjan , Cote d'Ivoire

ÉCONOMIE



Economie

RDC : Vaste opération d'assainissement, l'État récupère près de 600 titres miniers



En République démocratique du Congo, une vaste opération d'assainissement a permis à l'État de récupérer plus de 31 000 kilomètres carrés de territoires miniers. Selon un rapport du Cadastre minier, près de 600 titres miniers et de carrières ont été réintégrés dans le domaine public, représentant environ 38 000 carrés miniers, soit plus de 30 000 kilomètres carrés de surface. Ce rapport, qui sera présenté publiquement le 7 août, souligne l'importance de cette initiative dans le cadre d'une démarche visant à nettoyer, actualiser et sécuriser le secteur minier national.

Le secteur minier est un pilier stratégique de l'économie congolaise, mais il a longtemps été entaché par de nombreuses irrégularités. En 2024, l'État avait recensé environ 2 000 permis de recherche couvrant plus de 140 000 kilomètres carrés, tandis que le nombre de permis

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

Economie

Côte d'Ivoire : Transformation du cacao, une usine d'une capacité annuelle de 36 000 tonnes inaugurée à Divo



La Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao, vient de franchir une étape importante dans sa marche vers le développement de son secteur industriel, avec l'inauguration d'un complexe de transformation du cacao à Divo, ville située au centre-sud du pays. Ce projet ambitieux, porté par les frères Alahassane et Fousseni Diakité, connus sous le pseudonyme de « Jumeaux Suprêmes », s'inscrit dans la volonté affirmée des autorités ivoiriennes d'accroître la valeur ajoutée de leurs matières premières en les transformant localement plutôt qu'en se limitant à l'exportation de fèves brutes.

Nommée Cacao SA, cette nouvelle usine représente un investissement de 32 milliards de francs CFA, soit environ 56,4 millions de dollars. Avec une capacité de production annuelle de 36 000 tonnes, elle marque un tournant significatif

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

Economie

Algérie : renforcement du transport aérien intérieur, une compagnie exclusivement dédiée aux vols domestiques bientôt lancée



L'Algérie est en pleine mutation dans le domaine du transport aérien intérieur, avec une dynamique sans précédent. Face à une demande croissante pour des liaisons nationales rapides et efficaces, les autorités ont engagé une réforme ambitieuse. Parmi les initiatives phares, l'annonce imminente de Domestic Airlines, une nouvelle filiale d'Air Algérie dédiée exclusivement aux vols domestiques, se démarque. Ce projet s'inscrit dans la volonté d'améliorer la mobilité nationale, un vecteur clé pour l'intégration territoriale, le développement économique et la lutte contre l'isolement des régions.

Domestic Airlines : une compagnie au service du territoire

Avec un réseau prévu de plus de 36 aéroports, Domestic Airlines ambitionne de desservir l'ensemble du territoire algérien, en mettant l'accent sur les zones éloignées du Sud.

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

Economie

Ghana : le prix du cacao passe de 3 100 à 5 040 dollars, une hausse de 62,58 %



Le Ghana, deuxième exportateur mondial de cacao après la Côte d'Ivoire, a annoncé, ce lundi 5 août, une augmentation significative du prix garanti aux producteurs, suscitant des réactions positives sur le plan local. Cependant, cette décision pourrait avoir des répercussions sur le prix du chocolat et des produits dérivés sur les marchés européens et nord-américains dans un avenir proche.

Un soutien renforcé aux producteurs

Le ministre des Finances ghanéen, Cassiel Ato Forson, a annoncé une hausse de 62,58 % du prix payé aux producteurs, faisant passer la tonne de cacao de 3 100 à 5 040 dollars. Cette mesure vise à mieux rémunérer les agriculteurs ghanéens face à la hausse des prix mondiaux, à l'inflation, aux impacts du changement climatique et à la rareté des fèves. À l'approche de la campagne 2025-2026,

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

A close-up portrait of Paul Biya, President of Cameroon, wearing glasses and a pinstripe suit. The background is dark.

GRAND FORMAT

Cameroon

KAMTO : WHAT'S NEXT ?

CAMEROUN

KAMTO : *What's Next ?*



Le 5 août 2025, le Conseil constitutionnel du Cameroun a rendu une décision qui a provoqué un véritable séisme sur la scène politique nationale : l'invalidation de la candidature de Maurice Kamto à l'élection présidentielle prévue pour le 12 octobre prochain. Cette annonce, tombée à l'issue d'une audience très attendue, a immédiatement déclenché une avalanche de réactions, tant dans les rangs de l'opposition que parmi les observateurs internationaux.

Maurice Kamto, professeur de droit international reconnu, ancien ministre délégué à la Justice et leader du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC), s'est imposé depuis la présidentielle de 2018 comme l'un des principaux challengers du régime de Paul Biya. Arrivé officiellement en deuxième position lors de ce scrutin — un résultat qu'il conteste jusqu'à aujourd'hui — il a su fédérer une partie importante de

la jeunesse urbaine, de la diaspora et des électeurs en quête d'alternance. Ses prises de position tranchées contre la gouvernance actuelle, ses mobilisations de rue et sa stature internationale en ont fait la figure de proue de l'opposition politique.

À moins de trois mois du scrutin, son exclusion ne se résume pas à un simple ajustement du paysage électoral. Elle rebat en profondeur les cartes d'une compétition déjà marquée par les doutes sur la transparence du processus et l'équité entre les candidats. Pour beaucoup, cette décision renforce l'image d'un jeu politique verrouillé et fragilise encore la confiance dans les institutions électorales. Dans un pays où le président sortant cumule plus de quatre décennies au pouvoir, l'éviction de l'opposant le plus en vue pose une question centrale : la présidentielle de 2025 sera-t-elle un véritable exercice démocratique ou une formalité institutionnelle à l'issue connue d'avance ?

Un calendrier électoral serré et scruté de près

La présidentielle camerounaise est fixée au 12 octobre 2025. Les étapes-clés du processus incluent la publication définitive de la liste des candidats validés par le Conseil constitutionnel — une phase désormais marquée par l'exclusion de Maurice Kamto —, le lancement officiel de la campagne électorale, et la période d'observation électorale qui mobilisera à la fois la société civile nationale et des missions internationales.

Quarante ans de pouvoir de Paul Biya : continuité ou essoufflement ?

Le président sortant, Paul Biya, est au pouvoir depuis 1982, ce qui fait de lui l'un des chefs d'État les plus anciens au monde encore en exercice. Cette longévité est présentée par ses partisans comme un gage de stabilité et de continuité institutionnelle, mais elle est dénoncée par l'opposition comme un verrouillage du système politique. Au fil des décennies, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) a consolidé son emprise sur les institutions, les forces de sécurité et l'appareil administratif, laissant peu d'espace à une alternance effective.



Contexte général : une présidentielle sous haute tension

Rapports de force : un RDPC dominant face à une opposition fragmentée

Le RDPC dispose d'un maillage territorial et d'une capacité de mobilisation logistique qui restent sans équivalent. En face, l'opposition souffre d'une double faiblesse : la fragmentation en plusieurs partis aux stratégies divergentes et un accès limité aux médias publics. Le MRC de Kamto représentait jusqu'à présent le pôle le plus structuré de contestation, capable de rivaliser sur le plan de la mobilisation urbaine et du discours politique. Son exclusion risque de redistribuer les voix d'opposition, mais aussi d'accentuer le sentiment d'injustice parmi ses partisans.

Un contexte sécuritaire fragile, surtout dans les régions anglophones

Depuis plusieurs années, les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest sont le théâtre d'un conflit armé opposant forces gouvernementales et groupes séparatistes anglophones. Les violences y ont causé des milliers de morts et déplacé plus d'un demi-million de personnes. Lors de précédents scrutins, l'insécurité a entraîné la fermeture de bureaux de vote dans plusieurs localités, compromettant l'universalité du suffrage. À cela s'ajoutent des poches d'insécurité dans l'Extrême-Nord, liées aux incursions de Boko Haram, qui représentent un défi logistique supplémentaire pour ELECAM, l'organe électoral.

Opinion publique : entre mobilisation et scepticisme

La participation électorale au Cameroun a connu une tendance baissière lors des dernières présidentielles, avec de fortes disparités régionales. Dans les zones urbaines, une partie de la jeunesse exprime un intérêt marqué pour le changement politique, mais se heurte à un sentiment

croissant de résignation, alimenté par le manque de confiance envers le processus électoral. L'exclusion de Kamto pourrait galvaniser des manifestations ponctuelles, mais aussi renforcer l'abstentionnisme, en particulier chez les électeurs qui voyaient en lui l'alternative la plus crédible au pouvoir en place.



Maurice Kamto : itinéraire d'un opposant central

De professeur de droit à figure majeure de l'opposition

Né en 1954 à Bafoussam, dans l'Ouest du Cameroun, Maurice Kamto s'impose d'abord comme universitaire et juriste de renommée internationale. Professeur de droit public, il participe en 2002, au sein de l'équipe juridique camerounaise, à la défense du pays devant la Cour internationale de Justice lors du différend frontalier avec le Nigeria sur la péninsule de Bakassi. Sa carrière politique débute au sein du gouvernement, où il est nommé ministre délégué auprès du ministre de la Justice (2004-2011). En 2012, en rupture avec le pouvoir, il fonde le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC), qu'il positionne comme une alternative crédible au régime en place.

La présidentielle de 2018 : une ascension fulgurante

Lors de l'élection présidentielle de 2018, le MRC et Kamto parviennent à s'imposer comme l'un des principaux pôles d'opposition face au président sortant Paul Biya. Les résultats officiels lui attribuent 14,23 % des suffrages, derrière Paul Biya (71,28 %). Kamto rejette immédiatement ces chiffres, affirmant avoir remporté le scrutin, et appelle ses partisans à « défendre la victoire » par tous les moyens pacifiques. Cette contestation devient un tournant : pour la première fois depuis longtemps, un candidat d'opposition mobilise aussi fortement dans les grandes villes et auprès de la diaspora.

Les manifestations post-électorales et leurs conséquences judiciaires

En janvier 2019, des marches organisées par le MRC pour dénoncer ce que le parti considère comme un « hold-up électoral » sont violemment dispersées. Kamto est arrêté, avec plusieurs cadres de son parti, et inculpé pour « insurrection » et « hostilité contre la patrie ». Il passe plus de huit mois en détention avant d'être libéré en octobre 2019, à la suite d'un geste présenté comme une « mesure d'apaisement » par le président Biya. Cette période assoit son image de résistant politique, tout en renforçant son aura auprès d'un électorat avide de changement.

Positionnement politique et réseaux d'influence

Maurice Kamto se définit comme un réformateur attaché à l'État de droit, à la lutte contre la corruption et à l'ouverture

démocratique. Son discours combine une critique ferme du système Biya avec un appel au dialogue national, notamment sur la crise anglophone. Sa base électorale est particulièrement forte dans les régions de l'Ouest et du Littoral, ainsi que dans les grandes agglomérations comme Douala et Yaoundé, où il bénéficie d'un important relais au sein de la jeunesse instruite et connectée. Ses alliances, bien que fluctuantes, incluent des partenariats ponctuels avec d'autres figures de l'opposition et des mouvements citoyens, ainsi qu'un appui constant d'une partie de la diaspora camerounaise, très active sur les réseaux sociaux et dans le plaidoyer international. Ce maillage d'influence fait de lui, jusqu'à son exclusion récente, l'unique adversaire en mesure de perturber l'hégémonie du RDPC dans les urnes.

Les raisons officielles de l'exclusion

Le Conseil électoral (ELECAM) du Cameroun a d'abord exclu Maurice Kamto de la liste des candidats habilités à se présenter à l'élection présidentielle. Il a justifié cette décision en invoquant la pluralité d'investitures : le parti par lequel Kamto se présentait, le MANIDEM, aurait également sponsorisé un autre candidat, Dieudonné Yebga.

Kamto, ainsi que le président de MANIDEM, Anicet Ekane, ont immédiatement contesté cette affirmation, affirmant que leur formation politique ne soutenait qu'un seul candidat — Maurice Kamto lui-même. Ils ont dénoncé une décision arbitraire et politiquement motivée.

Kamto a fait appel auprès du Conseil constitutionnel, mais ce dernier a rejeté son

recours comme « non fondé », validant ainsi l'exclusion initiale. Le Conseil a affirmé que la procédure électorale devait être respectée strictement et que sa décision était définitive et sans appel.

Réactions de Kamto et du MRC

Kamto a qualifié cette décision de « rejet arbitraire », y voyant une manœuvre politique visant à l'écarter depuis longtemps, et a dénoncé une collusion entre le pouvoir, ELECAM et les autorités administratives. La société civile, ainsi qu'organisations telles que Human Rights Watch, ont exprimé leur inquiétude quant à la crédibilité du processus électoral, estimant que l'exclusion du principal opposant jetait une ombre sur la légitimité du scrutin à venir.

Réactions et répercussions immédiates



Sur la scène nationale, la décision d'exclure Maurice Kamto a provoqué des réactions vives de la part de l'opposition, de la société civile et de mouvements citoyens. Plusieurs partis d'opposition ont exprimé leur indignation, voyant dans cette décision une manœuvre visant à éliminer le principal challenger du pouvoir en place. Kamto lui-même a dénoncé une exclusion arbitraire, affirmant que sa candidature remplissait toutes les conditions légales. Ses avocats, comme Hyppolite Meli Tiakouang du collectif de défense, ont qualifié l'exclusion de décision « davantage politique que juridique ». Des mouvements citoyens et certaines franges de la société civile ont dénoncé une atteinte à la crédibilité du processus électoral et redoutent un affaiblissement du pluralisme politique.

Sur le plan international, la décision du Conseil constitutionnel a suscité des inquiétudes quant à l'équité du scrutin. Human Rights Watch a publié un communiqué soulignant que l'exclusion de Maurice Kamto compromet gravement la crédibilité du processus

électoral. L'AFP a également rapporté que les forces de sécurité avaient dispersé des manifestations de soutien à Kamto à Yaoundé au moyen de gaz lacrymogène, entraînant plusieurs arrestations. Ces éléments renforcent l'idée d'une tension croissante, même si les réactions officielles des partenaires internationaux tels que l'Union africaine, l'Union européenne ou les États-Unis n'ont pas (encore) été rendues publiques.

Sur le terrain des conséquences politiques, l'éviction de Maurice Kamto crée un vide électoral dans l'opposition, redistribuant potentiellement les soutiens entre d'autres figures politiques ou partis alternatifs. Cette situation oblige les acteurs de l'opposition à reconfigurer leurs alliances ou à mobiliser autrement, mais elle fragilise également la dynamique de défiance face au RDPC. À quelques mois du scrutin, l'absence du principal candidat d'opposition peut conforter la position du président sortant Paul Biya, en réduisant les marges de manœuvre commerciale de mobilisation politique.



Le processus électoral sous questionnement

Depuis plusieurs cycles, la crédibilité du cadre électoral camerounais est fragilisée par des soupçons récurrents d'alignement institutionnel sur l'exécutif. Le Conseil constitutionnel, créé pour arbitrer les litiges électoraux majeurs, est régulièrement critiqué pour sa composition et son indépendance perçue : la présidence et l'entourage du pouvoir y exercent une influence jugée déterminante, tandis qu'ELECAM, l'organe de gestion des élections, est accusé de manquer de neutralité et de transparence dans des étapes clés comme la réception des dossiers, la vérification des parrainages et la publication des listes. Les rapports de référence sur les libertés publiques pointent une tendance structurelle à l'usage partisan des institutions et à la manipulation des règles, ce qui nourrit le scepticisme sur l'impartialité de l'arbitrage électoral.

L'épisode 2025 en a donné une illustration saillante. ELECAM a d'abord rejeté la candidature de Maurice Kamto au motif d'une « double investiture » au sein du MANIDEM, avant que le Conseil constitutionnel ne confirme ce rejet en dernier ressort. La décision, rendue par le président du Conseil








Clément Atangana, a été présentée comme définitive et insusceptible de recours, ce qui a immédiatement renforcé la perception d'un verrouillage procédural plutôt que l'image d'un contrôle juridictionnel indépendant. Les observateurs internationaux ont souligné que l'exclusion du principal rival de Paul Biya affaiblissait la crédibilité du scrutin et risquait d'attiser les tensions, surtout après la dispersion de rassemblements pro-Kamto à Yaoundé.

Sur le plan juridique, la loi électorale camerounaise prévoit des exigences de forme et de fond strictes, notamment en matière de parrainages, de pièces fiscales et de délais. Mais la contestation porte moins sur l'existence de ces normes que sur leur application sélective et la faible transparence des vérifications, avec un accès limité des candidats aux éléments de preuve et une motivation parfois jugée lapidaire des décisions. Des analyses locales ont, de longue date, identifié plusieurs dispositions « piégées » qui offrent une large marge d'appréciation à l'administration électorale et au juge constitutionnel, au détriment de la lisibilité et de la confiance des compétiteurs.



CENTRE MÉDICAL
PAUL LANGERHANS

SPÉCIALITÉS

-  Diabète
-  Troubles
métaboliques
-  Nutrition
clinique
-  Médecine
générale
-  Gynécologie
-  Pédiatrie
-  Laboratoire

Contacts

07 10 78 14 06 / 27 22 34 55 60 / cdna.medical@gmail.com

localisation

Riviera palmeraie, rosiers programme 2, barrière 2



Les précédents ne manquent pas dans la sous-région pour éclairer le cas camerounais. En Côte d'Ivoire, la présidentielle de 2020 s'est tenue après l'exclusion de figures majeures comme Laurent Gbagbo et Guillaume Soro, au nom de condamnations pénales et d'arguments de droit électoral, ce qui a alimenté une contestation durable de la légitimité du processus ; en 2025, les tentatives de réintégration ont encore échoué, du moins pour le moment. Il y a également les cas de Tidjane Thiam, actuel président du PDCI-RDA, et Charles Blé Goudé, absents des listes électorales. Au Sénégal, le Conseil constitutionnel a, en 2019 puis en 2024, écarté des opposants de premier plan (Khalifa Sall, Karim Wade, puis Ousmane Sonko), plongeant le pays dans une crise institutionnelle avant un réajustement politique ultérieur. Ces situations, diverses dans leurs bases légales, ont en commun

d'avoir cristallisé le débat sur l'usage du droit électoral comme instrument de régulation politique, avec des effets contrastés sur la stabilité et la participation.

Au Cameroun, l'empilement de critiques sur la composition des organes, la faible publication des motivations, l'opacité des contrôles de conformité et l'absence de voies de recours effectives après la décision du Conseil constitutionnel alimente une remise en cause du caractère compétitif de l'élection. Les notes d'alerte d'organisations internationales et de centres d'analyse insistent désormais sur l'urgence d'améliorations minimales — accès à l'information, observation élargie, garanties procédurales pour les candidats — afin de limiter les risques d'escalade et de restaurer un minimum de confiance dans les urnes d'octobre.

Scénarios possibles pour la suite



Pour le MRC et Maurice Kamto, l'exclusion par le Conseil constitutionnel ouvre plusieurs pistes stratégiques. Un boycott pur et simple du scrutin pourrait être envisagé, reprenant la ligne adoptée par certains opposants en 2020 dans d'autres pays africains, au risque de marginaliser le parti dans l'espace institutionnel. Une autre option serait le ralliement à un candidat jugé le plus à

même de fédérer les électorats anti-RDPC, afin de peser indirectement sur le rapport de forces. Le MRC pourrait aussi miser sur une mobilisation citoyenne hors urnes, via manifestations, campagnes de sensibilisation et actions de terrain, pour maintenir la pression sur le pouvoir et capitaliser sur l'élan de solidarité interne et internationale suscité par l'éviction de Kamto.

Pour l'opposition dans son ensemble, la recomposition est désormais inévitable. L'émergence d'un candidat unique représenterait un défi logistique et politique majeur, compte tenu des rivalités personnelles, des divergences programmatiques et des ambitions présidentielles affirmées au sein des partis. L'absence d'unité pourrait au contraire conduire à un émiettement des voix, consolidant mécaniquement l'avantage du RDPC au premier tour. La capacité des leaders à dépasser leurs divisions et à négocier un front commun sera déterminante dans les semaines à venir.

Pour le pouvoir, cette exclusion offre un avantage électoral immédiat en éliminant un concurrent crédible. Toutefois, elle comporte aussi un risque de crispation accrue, notamment si la décision est perçue comme un signe de verrouillage autoritaire par la population et les partenaires étrangers. Sur le plan interne, la priorité du camp

présidentiel sera de maintenir la stabilité sécuritaire et d'éviter que la contestation ne déborde dans la rue ou ne gagne les zones anglophones déjà fragilisées par la crise.

Les risques pour la stabilité nationale restent significatifs. Des protestations post-décision pourraient se transformer en mouvements plus larges de remise en cause du processus électoral, alimentant un climat de tension propice aux violences, surtout dans les zones où l'opposition est fortement implantée. La réponse sécuritaire pourrait se durcir, entraînant un cycle de confrontation dont l'issue dépendrait de la retenue des forces de l'ordre et de la capacité des médiateurs — nationaux ou internationaux — à intervenir rapidement. Dans ce contexte, l'élection d'octobre pourrait se jouer autant dans les urnes que dans la rue, avec des conséquences durables sur la trajectoire politique du Cameroun.

Conclusion : une élection test pour la démocratie camerounaise

L'exclusion de Maurice Kamto de la présidentielle d'octobre 2025 dépasse largement le cadre d'un simple contentieux électoral. Elle révèle, en creux, les fragilités persistantes du système politique camerounais, marqué par un déséquilibre entre institutions et forces politiques, une justice électorale contestée, et une culture de compétition politique souvent bridée par des considérations sécuritaires et partisans. Ce choix du Conseil constitutionnel, qu'il soit motivé par des raisons juridiques strictes ou perçu comme un acte à forte dimension politique, pose la question de la capacité du pays à organiser un scrutin réellement ouvert et compétitif.

La présidentielle à venir s'impose dès lors comme un miroir grossissant des tensions institutionnelles, politiques et sociales qui traversent le Cameroun. Elle testera non seulement la solidité des mécanismes démocratiques, mais aussi la maturité des acteurs politiques, la résilience de la société civile et la vigilance des observateurs internationaux. Dans un contexte où la légitimité du pouvoir se construit autant par les urnes que par la perception de justice et d'équité, le scrutin d'octobre pourrait être déterminant pour l'avenir politique du pays, qu'il ouvre la voie à un apaisement ou qu'il accentue les fractures existantes.



En savoir plus : <https://www.yodan.ci/>

(+225) 07 89 27 11 40 / info@yodan.ci

Immeuble Juridis / Riviera Palmeraie route Y4 Abidjan , Abidjan , Cote d'Ivoire



SOCIÉTÉ

Société



Afrique–USA : bientôt, des ressortissants africains devront payer jusqu'à 15 000 dollars de caution pour obtenir un visa américain

Les États-Unis introduiront, à compter du 20 août prochain, un projet pilote d'une durée de 12 mois dans le cadre de leur politique renforcée de lutte contre l'immigration illégale. Selon cette nouvelle directive, certains demandeurs de visa, en particulier ceux provenant de plusieurs pays africains, seront tenus de verser une caution pouvant atteindre 15 000 dollars, soit environ 14 000 euros.

Cette mesure, mise en œuvre sous l'administration Trump, vise à décourager les dépassements de la durée de séjour autorisée. Le département d'État américain a précisé que les pays

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)



Un cabinet de conseil
engagé dans la
transformation durable

<https://athari-as.com/>
+2250759956898
infos@athari-as.com

Société



Rwanda : accueil imminent de 250 immigrants expulsés des États-Unis

Le Rwanda se prépare à accueillir 250 migrants expulsés des États-Unis, marquant une nouvelle étape dans la coopération migratoire entre Kigali et Washington. Cet accord, signé en juin dernier à Kigali, fait suite à des discussions entamées en avril et renforce l'engagement du Rwanda à soutenir les personnes en situation irrégulière.

La porte-parole du gouvernement rwandais, citée par l'agence de presse Reuters, a confirmé que la première liste de dix noms a déjà été transmise par les autorités américaines. Le Rwanda se réserve toutefois le droit de refuser l'entrée sur son territoire à toute personne dont la déportation a été proposée par Washington.

Les migrants acceptés bénéficieront d'un soutien substantiel pour faciliter leur réintégration. « Ils auront accès à une formation professionnelle, à des soins de santé et à une aide à l'hébergement pour redémarrer leur vie »,

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

Société

Gabon–Liban : arrestation de l'influenceur Nazih pour chantage présumé sur le président Brice Oligui Nguema



Nazih Marwan Al-Azzi, connu sous le nom de Nazih sur les réseaux sociaux, a été interpellé à Beyrouth par la Direction générale de la sûreté du Liban. Cet influenceur gabonais d'origine libanaise, âgé de 25 ans, est au cœur d'une affaire médiatisée qui attire l'attention des autorités libanaises et gabonaises. Selon des sources sécuritaires gabonaises rapportées par un média français, son arrestation fait suite à la diffusion d'un enregistrement présumé d'une conversation privée entre lui et le président gabonais Brice Clotaire Oligui Nguema.

Nazih revendique la possession de 46 enregistrements audio et de 14 vidéos qualifiés de « sensibles », qui pourraient avoir des implications politiques majeures. La semaine précédente, il avait publié plusieurs messages sur les réseaux sociaux insinuant qu'un montant de six milliards de francs CFA, soit environ neuf millions d'euros, pourrait empêcher la divulgation de ces documents compromettants.

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

BREVES



CÔTE D'IVOIRE : DEUX CADRES INFLUENTS DU PPA-CI PLACÉS SOUS MANDAT DE DÉPÔT APRÈS LES VIOLENCES À YOPOUGON

<https://hamanie.news/cote-divoire-deux-cadres-influents-du-ppa-ci-places-sous-mandat-de-depot-apres-les-violences-a-yopougon/>



NIGER : LA JUNTE REPREND LE CONTRÔLE DE SA SEULE MINE D'OR ET DÉNONCE LA MAUVAISE GESTION DE L'OPÉRATEUR AUSTRALIEN

<https://hamanie.news/niger-la-junte-reprend-le-contrôle-de-sa-seule-mine-dor-et-denonce-la-mauvaise-gestion-de-loperateur-australien/>



MAURITANIE : LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE FINALISE LA CESSION DE SA FILIALE, L'EMPREINTE DE LA BANQUE FRANÇAISE DE PLUS EN PLUS RÉDUITE EN AFRIQUE

<https://hamanie.news/mauritanie-la-societe-generale-finalise-la-cession-de-sa-filiale-lempreinte-de-la-banque-francaise-de-plus-en-plus-reduite-en-afrique/>



CÔTE D'IVOIRE : L'EX-PREMIER MINISTRE PATRICK ACHI RENONCE À SA NATIONALITÉ FRANÇAISE

<https://hamanie.news/cote-divoire-lex-premier-ministre-patrick-achi-renonce-a-sa-nationalite-francaise/>


Mian Media



Inform & Engage Africa





Hamaniè

Contactez-nous

 emmanuel.mian@mianmedia.com

  (+33) 7 55 89 00 81

  (+225) 07 08 734 964

Suivez nous sur :



Visitez le site internet
www.mianmedia.com